

Communiqué de presse

11 octobre 2024

France urbaine
22, rue Joubert
75009 Paris
Tel :
07 56 82 02 21
Contact presse :
p.logette@franceurbaine.org

Budgets des collectivités locales

Dénonçant une méthode brutale et une ampleur inacceptable des annonces du Gouvernement, France urbaine propose le retour au dialogue, avec confiance et respect au service de la réussite de la France, du quotidien des Françaises et des Français.

Les Journées Nationales de France urbaine se sont clôturées ce vendredi 11 octobre 2024 à Lyon devant une salle de 700 élus et techniciens des grandes villes, grandes agglomérations, communautés urbaines et métropoles, en présence de Catherine Vautrin, ministre des Partenariats avec les territoires et de la Décentralisation...

L'occasion d'exprimer tout à la fois inquiétude et colère après les annonces du Gouvernement Barnier du 10 octobre dernier qui prévoient de ponctionner les recettes des collectivités à hauteur de 5 milliards d'euros à minima et en particulier auprès des 450 plus grandes collectivités : « Cette décision est dangereuse pour le pays, contre-productive et périlleuse pour les Françaises et les Français ».

*« Nous n'acceptons ni la brutalité de la méthode ni l'ampleur des mesures annoncées par le Gouvernement ce jeudi soir » a posé **Johanna Rolland**, présidente de France urbaine, maire de Nantes, présidente de Nantes Métropole, lors de la clôture des Journées Nationales de France urbaine à Lyon. « Nous avons toujours été au rendez-vous de tous les dialogues en matière de maîtrise de la dépense publique. Mais le dialogue n'a pas eu lieu. Le couperet est tombé brutalement et injustement. Aussi au nom de l'ensemble de mes collègues, et à travers vous, **Catherine Vautrin**, je demande au Premier ministre et au Gouvernement que s'engage au plus vite un échange réel et approfondi » a demandé **Johanna Rolland**.*

« L'État est en train de lâcher des élus, sincères, mobilisés nuit et jour, pour leurs concitoyens, et qui sont en première ligne de la République. »

Le premier Ministre s'était engagé lors de son discours de politique générale le 1^{er} octobre dernier à « faire avec » les collectivités et l'annonce est brutale, sans concertation, sans dialogue.

Au-delà de cette méthode inacceptable, c'est l'ampleur des montants annoncés et le non-respect des engagements de l'État que les élus de France urbaine dénoncent unanimement et au-delà de leurs sensibilités politiques différentes.

D'abord parce que les grandes villes, agglomérations et métropoles représentent, à elles seules, près du quart de l'investissement public du pays. Les conséquences d'une telle mesure seraient dramatique en matière d'investissement au moment où le pays en a tant besoin. Parce que deux

tiers des Françaises et des Français en situation de pauvreté résident dans les grandes agglomérations. Parce que l'engagement des grandes agglomérations, où sont produits 2/3 des gaz à effet de serre, est déterminant dans la lutte contre le réchauffement climatique. Enfin, parce que la République a besoin d'être recousue et que les grandes villes et métropoles sont de véritables pôles de stabilité.

« Soucieux de l'intérêt général, de la bonne gestion des deniers publics pour la réussite de la France et pour les Françaises et les Français, de l'efficacité de la dépense publique, les élus n'ont jamais refusé le dialogue sur ce point. À condition qu'il se fasse sur des fondements sérieux et partagés. Nous exigeons un changement de méthode. Ensemble, au-delà de nos sensibilités, nous appelons au dialogue, dans le respect et la confiance » ajoute **Johanna Rolland**.

Concrètement, en 1993, la dette des collectivités locales représentait 9,2 % du PIB. En 2023, elle s'élevait à 8,9 %. Durant ces 30 ans, celle de l'État est passée de 33,7 % à 90 % du PIB.

Johanna Rolland précise : *« Chaque euro dépensé est un euro utile mais ces chiffres démontrent qu'il est temps d'en finir avec cette fable désagréable et contre-productive des élus locaux dépensiers »*.

La nouvelle étape de la décentralisation à laquelle France urbaine aspire et pour laquelle elle souhaite faire des propositions, ce serait plus d'efficacité de l'action publique dans bien des domaines : des logements mieux isolés aux déplacements moins polluants, en passant par la mise en œuvre de politiques alimentaires territoriales ou encore par des actions pour la santé environnementale et la prévention.

L'annonce du Gouvernement est une remise en cause frontale de la démocratie locale. Car en réalité, il ne s'agit ni plus ni moins que de détourner à d'autres fins la contribution des contribuables locaux, déterminée par des élus locaux qui ont été démocratiquement élus.

« Ensemble, nous ne travaillons pas simplement pour gérer des budgets ou administrer des services. Nous portons l'avenir de notre pays, en redonnant toute sa force à l'action publique, en renforçant la démocratie de proximité, en répondant aux défis contemporains pour que chaque citoyenne et chaque citoyen puisse croire en une République protectrice et émancipatrice. Pour cela, les collectivités ont besoin de l'État, l'État a besoin des collectivités.

C'est cela, notre mission. C'est cela, notre devoir collectif. C'est cela, notre engagement au service de la France » a conclu **Johanna Rolland**.